

Pas de croissance durable sans enfants [\[a\]](#)

Philippe Durance – chercheur associé au LIPSOR (Laboratoire d'investigation en prospective, stratégie et organisation [\[b\]](#)), au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers, Paris).

Michel Godet – Professeur au CNAM, membre du Conseil d'analyse économique (CAE) auprès du Premier ministre français et membre du Comité scientifique de la Fondation Robert Schuman.

Résumé

Depuis environ 25 ans, l'écart de croissance économique entre l'Europe et les Etats-Unis est d'environ un point de PIB par an. Les recherches démontrent que ce différentiel de croissance s'explique à 80 % par l'écart de croissance démographique entre les deux continents. Alors que cette croissance démographique américaine devrait se poursuivre au cours du prochain siècle, la stagnation attendue pour l'Europe ouvre des perspectives préoccupantes pour l'avenir économique du Vieux Continent. Des politiques européennes d'encouragement à la natalité sont donc plus que jamais à l'ordre du jour. L'exemple de la France, dont la bonne santé démographique s'accompagne depuis 15 ans d'une croissance économique inférieure à la moyenne européenne, démontre toutefois qu'une telle relance démographique ne serait pas en elle-même suffisante : le nombre d'heures travaillées est une variable également incontournable. Sur un plan individuel aussi bien que collectif, il importe donc de remettre les Européens au travail.

[a]

Cet article reprend des éléments de : Godet (Michel), Sullerot (Evelyne), 2005, « La Famille, une affaire publique », *Futuribles*, n°310, juillet-août, pp. 67-82 ; Durance (Philippe), Godet (Michel), Martinez (Michel), 2006, « Démographie, activité, croissance », *Futuribles*, n°316, février, pp. 5-20 (<http://www.futuribles.com>) ; Godet (Michel), Durance (Philippe), 2006, « Europe: Grey Hair, Low Growth », *Foresight*, vol. 8, issue 2, à paraître.

[b]

<http://www.cnam.fr/lipsor>

Mots clefs :

Union européenne – Etats-Unis – croissance – productivité – technologie – démographie.

Taboue dans certains pays comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie où elle rappelle des périodes historiques de dictature, la question de la politique familiale, en France même, souffre d'une image de droite conservatrice, alors que ses promoteurs à la Libération, comme Alfred Sauvy, étaient plutôt d'inspiration socialiste. Espérons que l'appel à un « Pacte européen pour la jeunesse », lancé le 29 octobre 2004 par quatre dirigeants européens depuis Paris, Berlin, Madrid et Stockholm, réveillera l'Europe tout entière[1]. En effet, si le vieillissement par le haut est inévitable et constitue une bonne nouvelle (en termes de longévité), le vieillissement par le bas (non renouvellement des générations) n'a rien de fatal et est lourd de conséquences pour l'avenir. Ce dernier paraît compromis et déséquilibré faute de relève suffisante ; avec un indicateur conjoncturel de fécondité proche de 1,5, l'Europe des 25 aura, demain, des générations de jeunes actifs un tiers moins nombreuses que celles d'aujourd'hui.

Depuis le Conseil européen de Lisbonne en 2000, l'Europe s'est donnée comme ambition de prendre la tête de la société de la connaissance. La belle affaire s'il n'y plus de jeunes pour assurer la relève. Il n'est de richesses que d'hommes éduqués, mais quand il n'y a plus d'hommes, il n'y a plus d'avenir ! Il ne servirait à rien d'avoir sauvé les baleines s'il n'y avait plus d'enfants pour les observer et se servir des ordinateurs. Or, les projections pour 2050 sont dramatiques : l'Italie perdrait le tiers de sa population.

L'Europe accueille dorénavant plus de migrants par an que les Etats-Unis. Comme ces derniers, elle devrait donc se tourner vers une immigration plus choisie. Mais l'intégration se fera d'autant mieux qu'il y aura brassage et mixité, notamment dans les écoles. D'où la nécessité d'une relance de la natalité dans les vieux pays européens où, d'après Eurobaromètre, une femme sur deux voudrait un enfant de plus, mais devrait y renoncer en raison des difficultés à concilier vie familiale et vie professionnelle [2]. Pour l'Europe, le premier défi à relever face aux Etats-Unis ne semble pas le gap technologique mais, sans doute, le gap démographique.

1. L'Europe s'attaque enfin au défi démographique

Pour relever le défi démographique souligné dans le rapport de Wim Kok[3], la Commission européenne convient, dans son « Livre vert » de mars 2005[4], de l'urgence de mettre résolument en œuvre la stratégie de Lisbonne. Il s'agit de mettre l'accent sur :

- des politiques visant une plus forte participation à l'emploi des jeunes actifs, des femmes et des plus âgés, l'innovation et la hausse productivité ;

- des mesures novatrices de soutien à la natalité et un recours maîtrisé à l'immigration pour créer de nouvelles opportunités d'investissement, de consommation et de création de richesses ;
- le renforcement des solidarités entre les générations dans la répartition des fruits de la croissance, dans l'équilibre de la prise en charge des personnes très âgées, dans la répartition des besoins de financement liés au système de protection sociale et des retraites ;
- la promotion d'une nouvelle organisation du temps de travail et la définition de politiques de formation tout au long de la vie.

L'Union européenne entend ainsi développer une approche globale du cycle de vie active facilitant des transitions nouvelles entre les âges et les temps. La Commission européenne place les enfants et la famille au cœur des solutions pour retrouver les chemins de la croissance : « *Nous devons nous poser deux questions simples : quelle priorité attachons-nous aux enfants ? Souhaitons-nous donner aux familles, quelles que soient leur forme, la place qui leur est due dans la société européenne ?* »[\[5\]](#) Nous disons depuis des années qu'il n'y a pas de développement durable sans enfants ; l'Europe commence à découvrir qu'il n'y a pas de « croissance sans berceaux ».

2. Hautes et basses pressions démographiques

Parmi les pays développés, les Etats-Unis font figure d'exception démographique en poursuivant leur expansion séculaire ; leur population, qui a augmenté de 80 % depuis 1950, devrait progresser encore de près de 50 % d'ici à 2050 pour dépasser celle de l'Europe à 15, alors qu'en 1950, elle était deux fois moindre[\[6\]](#) ! En 2025, les « Quinze » compteraient à peine plus d'habitants qu'en 2000 (378 millions). Avec un indicateur conjoncturel de fécondité de 1,9, la France peut, après l'Irlande, se vanter d'être le moteur de la croissance démographique européenne ; en 2003, sans la contribution de son excédent naturel (près de 230.000 personnes), l'Union européenne aurait un solde naturel réduit des trois quarts[\[7\]](#). La France se réjouit à juste titre de voir sa population augmenter encore de 4 millions d'habitants d'ici à 2025, mais elle devrait aussi s'inquiéter des perspectives concernant ses principaux voisins, qui sont aussi ses premiers clients ; l'Allemagne risque de voir sa population stagner d'ici le prochain quart de siècle ; grâce aux migrations et aux importantes régularisations de clandestins de ces dernières années, l'Espagne verrait sa population augmenter de quatre millions d'habitants au lieu de baisser de trois millions et l'Italie ne baisserait que de un million, au lieu de trois selon les projections de 2004. Le Royaume-Uni affiche une perspective comparable à celle de la France. L'Union européenne ne doit guère compter sur ses nouveaux Etats membres de l'Europe centrale et orientale, dont la population devrait connaître un recul préoccupant, même la très catholique Pologne pourrait perdre 1 million d'habitants entre 2004 et 2025. A ses frontières, la situation n'est pas meilleure puisque la population de la Russie passerait de 147 à 129 millions et celle de l'Ukraine de 49 à 37 millions.

Au-delà des chiffres en valeur absolue, c'est surtout le vieillissement par le haut (plus

de personnes âgées) et par le bas (moins de jeunes) qui va affecter la dynamique productive, entrepreneuriale et compétitive. Le Vieux Monde n'aura jamais autant mérité son nom dans l'histoire. Le vieillissement de la population active va être particulièrement sensible pour l'Union européenne à 25 dans la période 2010-2050. Entre 2010 et 2030, les actifs de 25 à 54 ans pourraient baisser de 26 millions, voire de 45 millions d'ici à 2050[8]. La relève ne sera pas assurée par les jeunes travailleurs de 15-24 ans dont le nombre devrait continuer de baisser de près de 7 millions entre 2010 et 2030. Il faudra certainement augmenter le taux d'emploi des travailleurs plus âgés (55-64 ans), mais cela ne suffira pas à compenser les déficits précédents, puisque leur nombre augmentera de moins de 9 millions sur la même période. Ces perspectives de baisse de la population active en Europe annoncent des pénuries de main d'œuvre dans les métiers les moins recherchés. Dans le même temps, les personnes âgées de 80 ans et plus vont augmenter d'environ 30 millions. La question de la prise en charge de la dépendance et de la solidarité intergénérationnelle se posera d'autant plus que ces générations, plus nombreuses, ont eu moins d'enfants que les précédentes.

La proximité des zones de hautes et basses pressions démographiques se traduit par des appels de flux migratoires. Au total, l'Europe accueille, chaque année, un nombre croissant de nouveaux migrants : 1,3 million en 2002 et, selon certaines estimations, de l'ordre de 1,8 million en 2005. L'Est se vide et ne peut constituer un réservoir. Il serait peut-être temps de redécouvrir, au-delà du bassin méditerranéen, le potentiel de l'Amérique latine, dont la population devrait augmenter de près de 174 millions entre 2000 et 2025.

Le recours à l'immigration pose néanmoins plusieurs questions politiquement sensibles comme l'intégration des populations étrangères et l'éthique du développement : avons-nous le droit de piller le capital humain des pays pauvres en attirant chez nous les mieux formés et les plus entreprenants d'entre eux ?

3. « Il n'est de richesses que d'hommes »

La question du lien entre démographie et croissance est rarement évoquée. L'ambitieuse stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi misait essentiellement sur les technologies de l'information et l'économie de la connaissance pour assurer à l'Europe son avenir et sa puissance sur la scène internationale à l'horizon 2010.

Dans un article récent[9], nous avons montré, en nous appuyant sur des séries longues de l'OCDE, que depuis un quart de siècle, l'écart d'environ un point en moyenne annuelle de croissance économique entre les Etats-Unis et l'Europe (UE à 15) s'expliquerait pour l'essentiel par la moindre dynamique démographique. Cette conjecture repose sur l'hypothèse vraisemblable d'indépendance des variables «PIB par habitant» et «croissance démographique»[10].

Sur la même période, la France a une croissance du PIB égale ou inférieure, dans les années 90, à la moyenne européenne, ce qui constitue une performance médiocre

compte tenu de sa meilleure dynamique démographique : son PIB par habitant est de 0,3 point inférieur à la moyenne communautaire sur toute la période. Ainsi, l'Espagne et le Royaume-Uni nous ont rattrapé avec des taux de croissance du PIB par habitant supérieur au nôtre de 0,6 point par an depuis un quart de siècle. Le Royaume-Uni nous a même dépassé depuis 2002 ; ne parlons pas des Etats-Unis, dont le PIB par habitant est maintenant de 30% supérieur au nôtre, contre 20% en 1980. Si la France recule en niveau de vie par rapport à ses principaux partenaires, à l'exception de l'Allemagne, ce n'est pas pour des raisons démographiques, mais du fait d'un nombre d'heures travaillées par habitant le plus faible des pays développés.

La variable « croissance de la population » semble bien expliquer 80% des différences de croissance du PIB entre les Etats-Unis et l'Europe depuis un quart de siècle. L'écart qui subsiste, de l'ordre de 0,2 point de croissance du PIB par habitant, proviendrait de nombreux facteurs : amélioration de l'efficacité productive, accumulation du capital, augmentation du nombre d'heures travaillées par habitant, voire effets multiplicateurs de la demande finale portée par cette dynamique démographique.

4. La richesse produite provient d'abord de la quantité de travail

En reprenant la décomposition comptable du PIB par habitant, et en nous intéressant au nombre total d'heures travaillées fournies par les actifs occupés, nous avons montré que les écarts de niveau de vie (richesses produites) par habitant ne s'expliquent pas par des niveaux de productivité (horaires ou par actif) différents, mais tout simplement par la quantité de travail fournie par les habitants de chaque pays [\[11\]](#). C'est bien l'activité qui crée la richesse, et donc l'emploi. Ce constat est valable seulement pour les pays développés, la qualité du capital humain y étant comparable. Dans les sociétés avancées, les différences de niveau de vie s'expliquent presque exclusivement par la mobilisation quantitative de ce capital humain : le nombre d'heures travaillées par habitant. Le constat est limpide : si la France recule par rapport au Royaume-Uni, c'est simplement parce qu'elle travaille 28 jours de moins par habitant ! Ce constat est d'autant plus difficile à admettre que, par ailleurs, nous nous vantons, à tort, d'avoir un niveau de productivité horaire, ou par actif employé, supérieur à celui des Etats-Unis !

La productivité horaire du travail est aussi un indicateur d'exclusion [\[12\]](#). En effet, dans le même article, nous avons montré que si, d'un coup de baguette magique, les Français travaillaient autant que les Américains tout en gardant la même productivité, ils verraient leur niveau de vie augmenter de 8 000 € par an.

Dans presque tous les pays, le nombre d'heures totales travaillées par habitant a baissé depuis vingt-cinq ans (une diminution de la part des actifs, du taux d'emploi et de la durée du travail ayant conjugué leurs effets). Seuls quatre pays font exception à cette règle : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et les Pays-Bas ont vu leurs nombres d'heures travaillées par habitant se stabiliser ou augmenter depuis 1980 ; autant de pays où le chômage a fortement baissé dans les années 90.

La France est de loin le pays où l'on travaille le moins par habitant dans une année :

597 heures en 2003, contre 671 en Allemagne, 736 en Espagne, 792 au Royaume-Uni et 872 aux Etats-Unis. Autrement dit, l'Américain d'aujourd'hui travaille 46% de plus en moyenne que le Français, l'Allemand 12% de plus, l'Espagnol 23% de plus et le Britannique 32% de plus.

Pour des populations données, ayant des niveaux de productivité comparables, la richesse produite par habitant chaque année dépend d'abord du nombre d'heures travaillées. De ce point de vue, la France est largement en dessous de son potentiel.

La productivité, indicateur d'exclusion ⁽¹⁾

Le coq gaulois est fier de sa productivité horaire, qui, d'après les calculs les plus sérieux, serait supérieure de 8% à celle des Etats-Unis et de 16% à celle de l'Union européenne. Pourtant, les mêmes sources rappellent que le PIB par habitant en France est à peine supérieur à la moyenne européenne et surtout inférieur de 30% à celui des Etats-Unis. Qu'en conclure ? Comment s'y retrouver ?

Une première idée vient à l'esprit : les Français qui travaillent sont en moyenne «meilleurs» que les Américains qui en font autant, mais ces derniers ont un taux d'emploi de dix points supérieur à celui des Français (sur cent personnes en âge de travailler en France dans la tranche 15-64 ans, seulement 62% ont un emploi, contre plus de 72% aux Etats-Unis et 66% pour l'Union européenne). Bref, nous sommes tellement bons que nous pouvons travailler moins (les 35 heures) en produisant autant que les autres. Il suffirait que plus de compatriotes retroussent leurs manches et jouent de leurs cerveaux pour que nous devenions les champions du monde ! Pour augmenter le PIB par habitant en France, il faut remettre les Français au travail (en nombre et en durée). Si le PIB par habitant est plus élevé de 30% aux Etats-Unis, c'est d'abord parce qu'ils ont un taux d'emploi plus élevé et qu'ils travaillent l'équivalent de 50 jours de plus que nous et de 25 jours de plus que la moyenne européenne.

Le concept auquel il est fait référence était naguère qualifié de productivité apparente du travail. Le qualificatif « apparente » était sagement là pour rappeler que la productivité se mesure de manière très grossière, en divisant le PIB par le nombre d'actifs. Nous avons gommé le mot « apparent » ; le concept paraît plus robuste, il est seulement plus trompeur. Pour comprendre, prenons l'image des élèves d'une classe d'école, engagés pour un 100 mètres. S'ils participent tous à la course, leur vitesse moyenne sera inférieure à celle obtenue en ne faisant courir que les 50% plus rapides. Ainsi s'éclaire le paradoxe de notre productivité apparente élevée : il y a peu de coureurs, mais ils sont très productifs, car nous ne gardons que les meilleurs, les autres sont remplacés par des machines, ou bien leur emploi est délocalisé et ils se retrouvent au chômage. Arrêtons donc de nous glorifier de notre productivité apparente du travail ; celle-ci est d'abord la conséquence statistique de la mise au rebut des moins productifs, compte tenu du coût trop élevé du travail. Si nous voulons augmenter le taux d'emploi, il faut

accepter une baisse provisoire de productivité moyenne. L'insertion au travail est en soi formatrice, et constitue le meilleur levier pour développer la compétence des individus et améliorer à terme leur productivité. C'est comme cela que l'ensemble de la société augmentera sa richesse en réduisant l'exclusion.

Ce qui compte dans la course à la productivité, comme dans le sport, ce n'est pas de sélectionner les champions pour éliminer ceux qui n'ont pas les normes olympiques, mais de faire en sorte que chacun entre dans la course et progresse par rapport à lui-même.

(1) Extrait de : Michel Godet, 2004, « Les illusions sur la productivité et l'emploi », *Futuribles*, n° 299, juillet-août

5. L'hypothèse d'un multiplicateur démographique ?

Tous les habitants ne sont pas actifs, mais le nombre d'heures travaillées explique l'essentiel de la différence de niveau de productivité apparente du travail, puisque les Américains travaillent 46% de plus que les Français par an. S'ils travaillent, c'est qu'il y a une demande solvable à satisfaire, peut-être aussi plus soutenue qu'ailleurs pour cause d'expansion démographique.

Si nous renonçons à l'hypothèse d'indépendance entre les deux variables « PIB par habitant » et « croissance démographique », alors nous pouvons avancer une nouvelle hypothèse, celle d'un multiplicateur démographique qui serait à l'origine d'une part importante des gains de productivité plus élevés aux Etats-Unis qu'en Europe. Généralement, les économistes (se référant à la fameuse fonction de production de Cobb-Douglas) expliquent la croissance par trois facteurs : le capital, le travail et le progrès technique. Revenons aux sources : la productivité est le résidu de croissance supplémentaire, qui ne s'explique pas par l'augmentation des facteurs de production (capital et travail). Faute de mieux, nous attribuons ce surcroît de croissance du PIB par actif au progrès technique (en l'occurrence la diffusion des technologies de l'information), ce qui est une manière positive de désigner le résidu non expliqué.

Le progrès technique, l'apprentissage et les économies d'échelle conjuguent leurs effets pour baisser les coûts unitaires, améliorer la qualité, bref, augmenter la valeur ajoutée, c'est-à-dire le PIB par actif. En réalité, la variation du PIB par actif est d'autant plus significative que le nombre d'actifs occupés et les débouchés augmentent, dans une population en expansion. Le multiplicateur de la dynamique démographique joue encore pour les Etats-Unis, certes moins que dans les années soixante, mais plus du tout pour l'Europe vieillissante. Les économistes ne trouvent pas ce multiplicateur démographique parce qu'ils ne le cherchent pas. Cette hypothèse éclairerait pourtant mieux le décrochage de croissance du PIB par actif, constaté depuis le début des années 2000 entre les Etats-Unis et l'Europe, que le seul retard dans les technologies de l'information et de la communication. La croissance à long

terme des pays développés serait commandée par la démographie. L'Europe est elle-même son principal débouché. Pour éviter la perspective des cheveux gris et d'une croissance molle de l'Europe, nous appelons de nos vœux une relance démographique [\[13\]](#) et une politique européenne en faveur des familles avec enfants .

[\[1\]](#) Lettre co-signée par le Président Chirac, le Chancelier Schröder, le Premier ministre Zapatero et le Premier ministre Göran Persson. Cette démarche a fait l'objet d'un article dans *Time Magazine* : Graff (James), 2004, « We need more babies! », *Time*, November, 29, pp. 40-41, alors qu'elle est passée inaperçue en France.

[\[2\]](#) Commission européenne, 2002, *Attitudes of Europeans towards fertility: ideals, desires and realizations*, Eurobarometer, n°56.2, Bruxelles, 75 p. ; Commission européenne, 2004, *Rapport du Groupe de Haut Niveau sur l'avenir de la politique sociale dans une Union européenne élargie*, Direction générale de l'emploi et des affaires sociale, mai, 104 p

[\[3\]](#) Kok (Wim), 2004, *Relevé le défi, La stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi*, rapport du groupe de haut niveau, Communautés européennes, novembre, 60 p. Ce rapport met notamment en garde contre l'impact du vieillissement sur la croissance en précisant qu'en « perdant près de 7 % de sa population en âge de travailler d'ici à 2030, soit 21 millions de personnes, l'Europe verrait sa croissance potentielle passer d'environ 2 % aujourd'hui, à seulement 1,5 % dès 2015. »

[\[4\]](#) Commission des Communautés européennes, 2005, *Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*, Livret vert, COM(2005) 94 final, 16 mars, 26 p.

[\[5\]](#) *Idem*, p. 10

[\[6\]](#) Calot (Gérard), Chesnais (Jean-Claude) et *al.*, 1997, « Le Vieillissement démographique dans l'Union européenne à l'horizon 2050, une étude d'impact », *Travaux et Recherches de Prospective*, Futuribles international, n° 6, octobre

[\[7\]](#) Sardon (Jean-Paul), 2004, « Evolution démographique récente des pays développés », *Population*, INED, n°59(2), pp. 305-360

[\[8\]](#) Commission des Communautés européennes, 2005, *Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations*, *op. cit.*

[\[9\]](#) Durance (Philippe), Godet (Michel), Martinez (Michel), « Démographie, activité, croissance », *Futuribles*, *op. cit.*

[10] La variation annuelle moyenne du PIB, notée $\Delta Y/Y$, donne la mesure de ce que l'on appelle la croissance économique. On comprend aisément que $Y = Y/P \times P$ et que $\Delta Y/Y = \Delta(Y/P)/Y/P + \Delta P/P$. En d'autres termes, la croissance du PIB est égale à la somme de la croissance du PIB par habitant et de celle de la population. Pour permettre les comparaisons, les valeurs de PIB sont exprimées en parité de pouvoir d'achat. Le niveau de productivité apparente du travail correspond au PIB par actif et le « niveau de vie » est apprécié au travers du PIB par habitant.

[11] Par construction, $Y/P = (Y/Hw) \times (Hw/P)$ où Y représente le PIB, P la population, Hw le nombre total d'heures travaillées; en d'autres termes, le niveau de PIB par habitant est égal à la productivité horaire (le PIB rapporté au nombre d'heures travaillées) multipliée par le nombre d'heures travaillées par habitant.

[12] Cf. encadré.

[13] Godet (Michel), Sullerot (Evelyne), 2005, *La famille, une affaire publique*, rapport du Conseil d'analyse économique (CAE), n°57, Paris : La Documentation française, 472 p. ; ce rapport est disponible sur le site du CAE (<http://www.cae.gouv.fr>).

Retrouvez les autres analyses de la Fondation :
www.robert-schuman.org

Directeur de la publication: **Pascale JOANNIN**

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

Pas de croissance durable sans enfants
© Fondation Robert Schuman – Questions d'Europe n°26
www.robert-schuman.org